

elles allées à l'encontre d'une recommandation précise de la Commission des prix et des revenus?

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, comme on l'explique à la Chambre presque tous les jours, la Commission des prix et des revenus s'efforce d'élaborer une formule de restriction acceptable. D'ici à ce que celle-ci ait été négociée et acceptée, la Commission n'est pas en mesure d'en préciser les termes.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire qui se rattache au fait que le premier ministre a dit l'autre jour que la Commission des prix et des revenus avait proposé comme mesure précise de resserrement des augmentations de 5 et 2½ p. 100 dans les prix. Les augmentations mentionnées par le ministre cadrent-elles avec les restrictions recommandées?

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, la Commission a proposé au monde des affaires, aux syndicats et au gouvernement, diverses options qui pourraient être acceptables à tous les niveaux. Au cours des tentatives de négociations vers un tout acceptable, elle a fait bien des suggestions.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Trois, quatre ou cinq députés aimeraient avoir la parole pour poser des questions supplémentaires sur un sujet qui nous retient déjà depuis 15 minutes. Plusieurs députés attendent leur tour avec impatience. Nous pourrions peut-être maintenant donner la parole au député de Moncton.

LE CANADIEN NATIONAL

LA RÉDUCTION DES SERVICES AU NOUVEAU-BRUNSWICK

M. Charles H. Thomas (Moncton): Monsieur l'Orateur, une question au ministre des Transports. Comme on vient d'annoncer une réduction des services, et des mises à pied nombreuses du CN au Nouveau-Brunswick, le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance que les décisions en matière de politique des transports n'iront pas à l'encontre des efforts de son collègue, le ministre de l'Expansion économique régionale, pour maintenir le plein emploi dans cette région?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Je ferai de mon mieux, monsieur l'Orateur.

L'HABITATION

LA RÉNOVATION URBAINE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Ma question s'adresse au très honorable premier ministre, monsieur l'Orateur. Étant donné que le ministre d'État chargé de l'habitation a mis si longtemps pour établir des principes directeurs concernant la rénovation urbaine, le premier ministre peut-il affirmer que l'une des raisons de cette lenteur c'est que le gouvernement veut annoncer en même temps sa politique générale des affaires urbaines?

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES MISES À PIED À LAC-LA-BICHE

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Je voudrais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale, monsieur l'Orateur. La récente mise à pied d'environ 20 membres du personnel de l'Alberta New Start Incorporated School dans ma ville de Lac-la-Biche signifie-t-elle que le ministre juge que le programme a maintenant atteint son but?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Certainement pas, monsieur l'Orateur.

NOUVELLE-ÉCOSSE—LE PROGRAMME DE REDRESSEMENT

[Traduction]

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné que le programme de redressement de la Nouvelle-Écosse est sur le point de prendre fin, le ministre pourrait-il indiquer à la Chambre si ce programme sera prolongé ou abandonné?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, on sait que ces programmes sont utilisés à titre expérimental, et dès que l'expérience aura été complétée, nous aurons à décider si nous devons les prolonger, les multiplier, les étendre ou les supprimer.